

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2001 — 778

[C — 2001/27158]

## 7 MARS 2001. — Décret relatif à la publicité de l'administration dans les intercommunales wallonnes (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Dispositions générales*

**Article 1<sup>er</sup>.** Le décret s'applique aux intercommunales wallonnes.

Pour l'application du présent décret, on entend par :

- 1° intercommunales : celles visées au décret relatif aux intercommunales wallonnes du 5 décembre 1996;
- 2° document administratif : toute information, sous quelque forme que ce soit, dont l'intercommunale dispose;
- 3° document à caractère personnel : document administratif comportant une appréciation ou un jugement de valeur relatif à une personne physique nommément désignée ou aisément identifiable, ou la description d'un comportement dont la divulgation peut manifestement causer un préjudice à cette personne.

CHAPITRE II. — *Publicité active*

**Art. 2.** Afin de fournir au public une information claire et objective sur l'action de l'intercommunale :

1° le conseil d'administration désigne un membre du personnel de l'intercommunale chargé de la conception et de la réalisation de l'information pour tous les services composant l'intercommunale, ainsi que la coordination de la publication visée au point 2;

2° l'intercommunale publie un document décrivant les compétences et l'organisation du fonctionnement de tous les services; ce document est tenu à la disposition de quiconque le demande;

3° toute correspondance émanant d'un de ces services indique le nom, la qualité, l'adresse et, le cas échéant, l'adresse E-mail, et le numéro de téléphone de la personne en mesure de fournir de plus amples informations sur le dossier;

4° tout document par lequel une décision ou un acte administratif de portée individuelle émanant d'un de ces services est notifié à un requérant indique les voies éventuelles de recours, les instances compétentes pour en connaître ainsi que les formes et délais à respecter, faute de quoi le délai de prescription pour introduire le recours ne prend pas cours.

**Art. 3.** La délivrance du document visé à l'article 1<sup>er</sup>, 2°, peut être soumise au paiement d'une rétribution dont le montant est fixé par le conseil d'administration. Dès l'entrée en vigueur du présent décret, il détermine le montant de la rétribution.

Les rétributions éventuellement demandées ne peuvent excéder le prix coûtant.

CHAPITRE III. — *Publicité passive*

**Art. 4.** Le droit de consulter un document administratif d'une intercommunale et de recevoir une copie du document consiste en ce que chacun, selon les conditions prévues par le présent décret, peut prendre connaissance sur place de tout document administratif, obtenir des explications sur le sujet et en recevoir communication sous forme de copie.

Pour les documents à caractère personnel, le demandeur doit justifier d'un intérêt.

**Art. 5.** La consultation d'un document administratif, les explications y relatives ou sa communication sous forme de copie ont lieu sur demande. La demande indique clairement la matière concernée et, si possible, les documents administratifs concernés et est adressée par écrit au conseil d'administration de l'intercommunale même si celle-ci a déposé le document aux archives.

Lorsque la demande de consultation, d'explication ou de communication sous forme de copie est adressée à une intercommunale qui n'est pas en possession du document administratif, celle-ci en informe sans délai le demandeur et lui communique la dénomination et l'adresse de l'autorité administrative qui, selon les informations dont elle dispose, est détentrice du document.

L'intercommunale consigne les demandes écrites dans un registre, classées par date de réception.

**Art. 6.** Sans préjudice des autres exceptions établies par la loi ou le décret pour des motifs relevant de l'exercice des compétences de l'autorité fédérale, de la Communauté ou de la Région, l'intercommunale peut rejeter une demande de consultation, d'explication ou de communication sous forme de copie d'un document administratif dans la mesure où la demande :

1° concerne un document administratif dont la divulgation peut être source de méprise, le document étant inachevé ou incomplet;

2° est formulée de façon manifestement trop vague;

3° concerne un avis ou une opinion communiquée librement et à titre confidentiel;

4° est manifestement abusive ou répétée;

5° peut manifestement porter atteinte à la sécurité de la population.

Le conseil d'administration de l'intercommunale peut rejeter une demande de publicité s'il constate que l'intérêt de la publicité ne l'emporte pas sur la protection de l'intérêt financier ou commercial de l'intercommunale.

L'intercommunale rejette une demande de consultation, d'explication ou de communication sous forme de copie d'un document administratif si la publication du document porte atteinte :

1° à la vie privée, sauf si la personne concernée a préalablement donné son accord par écrit à la consultation ou à la communication sous forme de copie;

2° à une obligation de secret instaurée par la loi ou le décret;

3° au caractère par nature confidentiel des informations d'entreprises ou de fabrication communiquées à l'intercommunale.

Lorsque, en application des alinéas précédents, un document administratif ne doit ou ne peut être soustrait que partiellement à la publicité, la consultation, l'explication ou la communication sous forme de copie est limitée à la partie restante.

L'intercommunale qui ne peut réserver de suite immédiate à une demande de publicité ou qui la rejette communie, dans un délai de trente jours de la réception de la demande, les motifs d'ajournement ou du rejet. En cas d'ajournement, le délai ne pourra jamais être prolongé de plus de quinze jours.

En cas d'absence de communication dans le délai prescrit, la demande est réputée avoir été rejetée.

**Art. 7.** Lorsqu'une personne démontre qu'un document administratif d'une intercommunale comporte des informations inexacts ou incomplètes la concernant, elle est tenue d'apporter les corrections requises sans frais pour l'intéressé. La rectification s'opère à la demande écrite de l'intéressé, sans préjudice de l'application d'une procédure prescrite par ou en vertu de la loi ou du décret.

L'intercommunale qui ne peut pas réserver de suite immédiate à une demande de rectification ou qui la rejette communie, dans un délai de soixante jours de la réception de la demande, les motifs de l'ajournement ou du rejet. En cas d'ajournement, le délai ne pourra jamais être prolongé de plus de trente jours.

En cas d'absence de communication dans le délai prescrit, la demande est réputée avoir été rejetée.

Lorsque la demande est adressée à une intercommunale qui n'est pas compétente pour apporter les corrections, celle-ci en informe sans délai le demandeur et lui communique la dénomination et l'adresse de l'autorité qui, selon ses informations, est compétente pour le faire.

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. Lorsque le demandeur rencontre des difficultés pour obtenir la consultation ou la correction d'un document administratif en vertu du présent décret, il peut adresser à l'intercommunale concernée une demande de reconsidération. Au même moment, il demande à la Commission d'accès aux documents administratifs visée à l'article 8 du décret du 30 mars 1995 relatif à la publicité de l'administration en Région wallonne d'émettre un avis.

La Commission communique son avis au demandeur et à l'intercommunale concernée dans les trente jours de la réception de la demande. En cas d'absence de communication dans le délai prescrit, l'avis est négligé.

L'intercommunale communique sa décision d'approbation ou de refus de la demande de reconsidération au demandeur et à la Commission dans un délai de quinze jours de la réception de l'avis ou de l'écoulement du délai dans lequel l'avis devait être communiqué. En cas d'absence de communication dans le délai prescrit, l'intercommunale est réputée avoir rejeté la demande.

Le demandeur peut introduire un recours contre cette décision conformément aux lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées par arrêté royal du 12 janvier 1973. Le recours devant le Conseil d'Etat est accompagné, le cas échéant, de l'avis de la Commission.

§ 2. La Commission peut également être consultée par l'intercommunale concernée.

§ 3. La Commission peut, d'initiative, émettre des avis sur l'application générale du décret relatif à la publicité de l'administration dans les intercommunales wallonnes. Elle peut soumettre au Conseil régional wallon et au Gouvernement wallon des propositions relatives à son application et à sa révision éventuelle.

**Art. 9.** Lorsque la demande de publicité porte sur un document administratif incluant une œuvre protégée par le droit d'auteur, l'autorisation de l'auteur ou de la personne à laquelle les droits de celui-ci ont été transmis n'est pas requise pour autoriser la consultation sur place du document ou pour fournir des explications à son propos.

Une communication sous forme de copie d'une œuvre protégée par le droit d'auteur n'est permise que moyennant l'autorisation préalable de l'auteur ou de la personne à laquelle les droits de celui-ci ont été transmis.

Dans tous les cas, l'intercommunale spécifie que l'œuvre est protégée par le droit d'auteur.

**Art. 10.** Les documents administratifs obtenus en application du présent décret ne peuvent être diffusés ni utilisés à des fins commerciales.

Toute personne qui a obtenu, en application du présent décret, un document et qui le diffuse ou le laisse diffuser ou l'utilise ou le laisse utiliser à des fins commerciales est punie d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de 26 à 100 francs ou d'une de ces peines seulement.

**Art. 11.** Les dispositions du présent décret sont également applicables aux documents administratifs qui sont archivés par une intercommunale.

Les conseils d'administration et les membres du personnel de l'intercommunale sont tenus d'apporter leur collaboration à l'application du présent décret.

**Art. 12.** La délivrance d'une copie d'un document administratif peut être soumise au paiement d'une rétribution dont le montant est fixé par le conseil d'administration de l'intercommunale.

Les rétributions éventuellement demandées pour la délivrance de la copie ne peuvent en aucun cas excéder le prix coûtant.

CHAPITRE IV. — *Dispositions finales*

**Art. 13.** Le présent décret ne préjudicie pas aux dispositions législatives ou décrétales qui prévoient une publicité plus étendue de l'administration.

**Art. 14.** A l'article 8 du décret du 30 mars 1995 relatif à la publicité de l'administration, insérer un paragraphe 5 rédigé comme suit :

« § 5. Chaque année et au plus tard le 30 juin, la Commission remet un rapport d'activités portant notamment sur l'application générale du décret du 30 mars 1995 relatif à la publicité de l'administration et du décret relatif à la publicité de l'administration dans les intercommunales wallonnes au Conseil régional wallon. »

**Art. 15.** Le présent décret entre en vigueur trois mois après sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 7 mars 2001.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E, de la Recherche et des Technologies nouvelles,  
S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,  
J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipement et des Travaux publics,  
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,  
M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,  
J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
Ch. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,  
Th. DETIENNE

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,  
Mme M. ARENA

(1) *Session 2000-2001.*

*Documents du Conseil 25* (session 1999) n<sup>os</sup> 1 à 18.

*Compte rendu intégral.* — Séance publique du 21 février 2001. — Discussion. Vote.

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2001 — 778

[C — 2001/27158]

**7. MÄRZ 2001 — Dekret über die Öffentlichkeit der Verwaltung in den wallonischen Interkommunalen** (1)

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I — *Allgemeine Bestimmungen*

**Artikel 1** - Das vorliegende Dekret findet Anwendung auf die wallonischen Interkommunalen:

Für die Anwendung des vorliegenden Dekrets gelten folgende Definitionen:

1° Interkommunalen: die im Dekret über die wallonischen Interkommunalen vom 5. Dezember 1996 angeführten Interkommunalen;

2° Verwaltungsunterlage: jede Angabe unter irgendwelcher Form, über die eine Interkommunale verfügt;

3° personenbezogene Unterlage: eine Verwaltungsunterlage, die eine Beurteilung oder ein Werturteil über eine namentlich bezeichnete oder leicht identifizierbare natürliche Person oder die Beschreibung eines Verhaltens enthält, deren Bekanntmachung dieser Person offensichtlich Schaden zufügen kann.

KAPITEL II — *Aktive Öffentlichkeit*

**Art. 2** - Um der Allgemeinheit eine klare und objektive Information über die Tätigkeiten der Interkommunale zu geben:

1° bezeichnet der Verwaltungsrat ein Personalmitglied der Interkommunale, das mit der Planung und Durchführung der Information für alle Dienststellen, die die Interkommunale bilden, sowie mit der Koordinierung der unter Punkt 2 angeführten Veröffentlichung beauftragt wird;

2° veröffentlicht die Interkommunale ein Dokument zur Beschreibung der Zuständigkeiten und der Organisation der Arbeitsweise aller Dienststellen; dieses Dokument wird zur Verfügung jeder Person, die es beantragt, gestellt;

3° gibt jedes Schreiben einer dieser Dienststellen den Namen, die Eigenschaft, die Anschrift und ggf. die E-Mail Anschrift sowie die Telefonnummer der Person an, die weitere Auskünfte über die Akte erteilen kann;

4° werden die eventuellen Beschwerdemöglichkeiten, die Instanzen, bei denen eine Beschwerde einzulegen ist, und die einzuhaltenden Formen und Fristen in jeder Unterlage angegeben, mit der dem Bürger ein Beschluss oder ein Verwaltungsakt von individueller Tragweite, der von einer dieser Dienststellen ausgeht, notifiziert wird; anderenfalls läuft keine Verjährungsfrist für die Einlegung einer Beschwerde.

**Art. 3** - Die Ausstellung der in Artikel 1, 2° erwähnten Unterlagen kann Anlass zur Zahlung einer Vergütung geben, deren Betrag durch den Verwaltungsrat festgelegt wird. Sobald das vorliegende Dekret in Kraft tritt, legt er den Betrag dieser Vergütung fest.

Die ggf. geforderten Vergütungen dürfen nicht über den Selbstkostenpreis hinausgehen.

### KAPITEL III — *Passive Öffentlichkeit*

**Art. 4** - Das Recht, eine Verwaltungsunterlage einer Interkommunale einzusehen und eine Abschrift von dieser Unterlage zu erhalten, besteht darin, dass jeder unter den im vorliegenden Dekret festgelegten Bedingungen berechtigt ist, jede Verwaltungsunterlage vor Ort einzusehen, Erläuterungen darüber zu erhalten und sie in Form einer Abschrift mitgeteilt bekommen kann.

Für die personenbezogenen Unterlagen muss der Antragsteller den Nachweis seiner Bezogenheit erbringen.

**Art. 5** - Die Einsicht in eine Verwaltungsunterlage, die einschlägigen Erklärungen oder ihre Mitteilung in Form einer Abschrift erfolgen auf Antrag. Der Antrag gibt deutlich den betroffenen Bereich und möglichst die betroffenen Verwaltungsunterlagen an und wird dem Verwaltungsrat der Interkommunale schriftlich zugeschickt, auch wenn diese die Unterlage archiviert hat.

Wenn der Antrag auf Einsicht, Erklärungen oder Mitteilung in Form einer Abschrift einer Interkommunale, die die Verwaltungsunterlage nicht besitzt, zugeschickt worden ist, informiert diese den Antragsteller darüber und teilt ihm die Bezeichnung und die Anschrift der Dienststelle mit, die aufgrund der Informationen, über die sie verfügt, die Unterlage besitzt.

Die Interkommunale trägt die schriftlichen Anträge in ein Register ein, die nach dem jeweiligen Empfangsdatum geordnet werden.

**Art. 6** - Unbeschadet der sonstigen per Gesetz oder Dekret festgelegten Ausnahmen, die auf die Ausführung der Befugnisse der föderalen, gemeinschaftlichen oder regionalen Gewalt zurückzuführen sind, ist die Interkommunale befugt, einen Antrag auf Einsicht, Erläuterung oder Mitteilung in Form einer Abschrift einer Verwaltungsunterlage abzulehnen, wenn der Antrag:

1° eine Verwaltungsunterlage betrifft, deren Verbreitung einen Irrtum bzw. ein Missverständnis mit sich bringen kann, wenn diese Unterlage unbeendet oder unvollständig ist;

2° offensichtlich unklar formuliert ist;

3° ein Gutachten oder eine Meinung betrifft, das bzw. die freiwillig und vertraulich geäußert worden ist;

4° offensichtlich übermäßig oder wiederholt gestellt wird;

5° offensichtlich die öffentliche Sicherheit gefährden kann.

Der Verwaltungsrat der Interkommunale ist befugt, einen Antrag auf Öffentlichkeit abzulehnen, wenn er festgestellt hat, dass das Interesse der Öffentlichkeit der betroffenen Unterlagen nicht stärker ist als der Schutz des finanziellen oder kommerziellen Interesses der Interkommunale.

Die Interkommunale lehnt einen Antrag auf Einsicht, Erläuterung oder Mitteilung in Form einer Abschrift einer Verwaltungsunterlage ab, wenn die Bekanntmachung der betroffenen Unterlagen sich negativ auswirken würde auf:

1° das Privatleben, es sei denn, die betroffene Person hat der Einsicht, den Erläuterungen oder der Mitteilung in Form einer Abschrift vorher schriftlich zugestimmt;

2° eine durch das Gesetz oder das Dekret eingeführte Geheimhaltungspflicht;

3° den von Natur aus vertraulichen Charakter der Betriebs- oder Herstellungsinformationen, die der Interkommunale mitgeteilt wurden.

Wenn in Anwendung der vorangeführten Absätze eine Verwaltungsunterlage der Einsicht, der Erklärung oder der Mitteilung in Form einer Abschrift teilweise unterschlagen werden muss bzw. kann, ist nur der restliche Teil der Öffentlichkeit zugänglich.

Die Interkommunale, die einem Antrag auf Einsicht, Erklärungen oder Mitteilung in Form einer Abschrift einer Verwaltungsunterlage nicht sofort Folge leisten kann oder diesen ablehnt, teilt die Gründe für den Aufschub beziehungsweise die Ablehnung innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab dem Empfang des betreffenden Antrags mit. Im Falle eines Aufschubs darf die Frist nie um mehr als fünfzehn Tage verlängert werden.

Wenn keine Mitteilung innerhalb der vorgeschriebenen Frist erfolgt, wird davon ausgegangen, dass der Antrag abgelehnt worden ist.

**Art. 7** - Wenn eine Person nachweist, dass eine Verwaltungsunterlage einer Interkommunale fehlerhafte oder unvollständige Informationen über sie enthält, ist die Interkommunale verpflichtet, die erforderlichen Berichtigungen vorzunehmen, ohne dass der Betroffene etwas zu zahlen hat. Die Berichtigung erfolgt auf schriftlichen Antrag des Betroffenen, unbeschadet der Anwendung eines durch oder aufgrund des Gesetzes oder des Dekrets vorgeschriebenen Verfahrens.

Die Interkommunale, die einem Antrag auf Berichtigung nicht sofort Folge leisten kann oder diesen ablehnt, teilt die Gründe für den Aufschub beziehungsweise die Ablehnung innerhalb einer Frist von sechzig Tagen ab dem Empfang des Antrags mit. Bei einem Aufschub darf die Frist nie um mehr als dreißig Tage verlängert werden.

Wenn keine Mitteilung innerhalb der vorgeschriebenen Frist erfolgt, wird davon ausgegangen, dass der Antrag abgelehnt worden ist.

Wenn der Antrag an eine Interkommunale gerichtet ist, die nicht für das Vornehmen der Berichtigungen zuständig ist, setzt diese den Antragsteller sofort davon in Kenntnis und teilt ihm die Bezeichnung und die Anschrift der Behörde mit, die nach ihren Informationen dafür zuständig ist.

**Art. 8** - § 1. Wenn der Antragsteller auf Schwierigkeiten stößt, um aufgrund des vorliegenden Dekrets die Einsicht in eine Verwaltungsunterlage oder ihre Berichtigung zu erwirken, kann er bei der betroffenen Interkommunale einen Antrag auf Neuüberprüfung stellen. Gleichzeitig bittet er den in Artikel 8 des Dekrets vom 30. März 1995 über die Öffentlichkeit der Verwaltung in der Wallonischen Region angeführten Ausschuss für den Zugang zu den Verwaltungsunterlagen um die Abgabe eines Gutachtens.

Der Ausschuss teilt dem Antragsteller und der betroffenen Interkommunale sein Gutachten innerhalb von dreißig Tagen ab dem Empfang des Antrags mit. Wenn kein Gutachten innerhalb der vorgeschriebenen Fristen abgegeben wird, wird es nicht berücksichtigt.

Die Interkommunale teilt dem Antragsteller und dem Ausschuss ihren Beschluss zur Bewilligung beziehungsweise Ablehnung des Antrags auf Neuüberprüfung binnen fünfzehn Tagen nach dem Eingang des Gutachtens beziehungsweise nach Ablauf der Frist mit, binnen deren das Gutachten mitgeteilt werden sollte. Wenn keine Mitteilung innerhalb der vorgeschriebenen Frist erfolgt, wird davon ausgegangen, dass die Interkommunale den Antrag abgelehnt hat.

Der Antragsteller kann eine Beschwerde gegen diesen Beschluss gemäß den durch den Königlichen Erlass vom 12. Januar 1973 koordinierten Gesetzen über den Staatsrat einlegen. Der Beschwerde vor dem Staatsrat liegt gegebenenfalls die Stellungnahme des Ausschusses bei.

§ 2. Der Ausschuss kann ebenfalls von der betroffenen Interkommunale zu Rate gezogen werden.

§ 3. Der Ausschuss kann aus eigener Initiative Stellungnahmen über die allgemeine Anwendung des Dekrets über die Öffentlichkeit der Verwaltung in den wallonischen Interkommunalen abgeben. Er kann dem Wallonischen Regionalrat und der Wallonischen Regierung Vorschläge zur Anwendung und zur eventuellen Revision dieses Dekrets unterbreiten.

**Art. 9** - Wenn der Öffentlichkeitsantrag eine Verwaltungsunterlage betrifft, die ein urheberrechtlich geschütztes Werk beinhaltet, ist die Zustimmung des Urhebers, oder der Person, auf die seine Rechte übertragen worden sind, nicht erforderlich für die Gewährung der Einsicht in die Unterlage vor Ort oder für die Erteilung diesbezüglicher Erläuterungen.

Die Mitteilung eines urheberrechtlich geschützten Werkes in Form einer Abschrift kann nur mit der vorherigen Zustimmung des Urhebers, oder der Person, auf die seine Rechte übertragen worden sind, erfolgen.

In allen Fällen weist die Interkommunale darauf hin, dass das Werk urheberrechtlich geschützt ist.

**Art. 10** - In Anwendung des vorliegenden Dekrets erhaltene Verwaltungsunterlagen dürfen weder verbreitet noch zu Handelszwecken benutzt werden.

Jede Person, die in Anwendung des vorliegenden Dekrets eine Unterlage erhalten hat und diese verbreitet oder verbreiten lässt oder sie zu Handelszwecken benutzt oder benutzen lässt, wird zu einer Gefängnisstrafe von acht Tagen bis zu einem Jahr und zu einer Geldstrafe von 26 bis 100 BEF oder zu nur einer dieser Strafen verurteilt.

**Art. 11** - Die Bestimmungen des vorliegenden Dekrets sind ebenfalls auf die von der Interkommunale archivierten Verwaltungsunterlagen anwendbar.

Die Verwaltungsräte und die Personalmitglieder der Interkommunale sind verpflichtet, zur Anwendung des vorliegenden Dekrets beizutragen.

**Art. 12** - Die Ausstellung einer Verwaltungsunterlage in Form einer Abschrift kann ebenfalls Anlass zur Zahlung einer Vergütung geben, deren Betrag vom Verwaltungsrat der Interkommunale festgelegt wird.

Die ggf. für die Ausstellung einer Abschrift geforderten Vergütungen dürfen nicht über den Selbstkostenpreis hinausgehen.

#### KAPITEL IV — *Abschließende Bestimmungen*

**Art. 13** - Das vorliegende Dekret beeinträchtigt nicht die per Gesetz oder Dekret eingeführten Bestimmungen, die eine größere Öffentlichkeit der Verwaltung vorsehen.

**Art. 14** - In Artikel 8 des Dekrets vom 30. März 1995 über die Öffentlichkeit der Verwaltung wird ein Paragraph 5 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«§ 5. Jedes Jahr und spätestens am 30. Juni legt der Ausschuss dem Wallonischen Regionalrat einen Tätigkeitsbericht vor, der sich insbesondere auf die allgemeine Anwendung des Dekrets vom 30. März 1995 über die Öffentlichkeit der Verwaltung und des Dekrets über die Öffentlichkeit der Verwaltung in den wallonischen Interkommunalen bezieht.»

**Art. 15** - Das vorliegende Dekret tritt drei Monate nach seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft. Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.  
Namur, den 7. März 2001

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,  
S. KUBLA  
Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,  
J. DARAS  
Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,  
M. DAERDEN  
Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,  
M. FORET  
Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,  
J. HAPPART  
Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,  
Ch. MICHEL  
Der Minister der sozialen Angelegenheiten und der Gesundheit,  
Th. DETIENNE  
Die Ministerin der Beschäftigung und der Ausbildung,  
Frau M. ARENA

(1) *Sitzungsperiode 2000-2001.*

*Dokumente des Wallonischen Regionalrates.* — 25 (1999) Nr. 1 bis 18.

*Ausführliches Sitzungsprotokoll* — Öffentliche Sitzung vom 21. Februar 2001. — Diskussion. Abstimmung

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2001 — 778

[C — 2001/27158]

**7 MAART 2001.** — Decreet betreffende de openbaarheid van bestuur in de Waalse intercommunales (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

**Artikel 1.** Dit decreet is van toepassing op de Waalse intercommunales.

Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

1° intercommunales : de intercommunales bedoeld in het decreet van 5 december 1996 betreffende de Waalse intercommunales;

2° bestuursdocument : alle informatie, in welke vorm ook, waarover de intercommunale beschikt;

3° document van persoonlijk aard : het bestuursdocument dat een beoordeling of een waardeoordeel bevat van een met naam genoemd of gemakkelijk identificeerbaar natuurlijk persoon of de beschrijving van een gedrag waarvan het rechtbaar maken kennelijk nadeel aan die persoon kan berokkenen.

HOOFDSTUK II. — *Actieve openbaarheid*

**Art. 2.** Met het oog op een duidelijke en objectieve voorlichting van het publiek over het optreden van de intercommunale :

1° wijst de raad van bestuur een personeelslid van de intercommunale aan dat belast wordt met de conceptie en de realisatie van het informatiebeleid voor alle diensten van de intercommunale, alsmede met de coördinatie van de publicatie bedoeld in het 2°;

2° publiceert de intercommunale een document met de beschrijving van de bevoegdheden en de interne organisatie van alle diensten; dat document wordt ter beschikking gesteld van eenieder die erom vraagt;

3° vermeldt elke briefwisseling uitgaande van één van deze diensten de naam, de hoedanigheid, het adres, en in voorkomend geval, het e-mail adres en het telefoonnummer van degene die meer inlichtingen kan verstrekken over het dossier;

4° vermeldt elk document waarmee een beslissing of een administratieve handeling met individuele strekking uitgaande van één van deze diensten ter kennis wordt gebracht van eenieder die erom verzoekt, de eventuele beroepsmogelijkheden, de instanties bij wie het beroep moet worden ingesteld en de geldende vormen en termijnen; bij ontstentenis neemt de verjaringstermijn voor het indienen van het beroep geen aanvang.

**Art. 3.** Voor de afgifte van het in artikel 1, 2., bedoelde document, kan een vergoeding worden gevraagd waarvan het bedrag door de raad van bestuur wordt vastgesteld. Vanaf de inwerkingtreding van dit decreet bepaalt de raad van bestuur het bedrag van de vergoeding.

De vergoeding die eventueel wordt gevraagd, mag in geen geval meer bedragen dan de kostprijs.

HOOFDSTUK III. — *Passieve openbaarheid*

**Art. 4.** Het recht op het raadplegen van een bestuursdocument van een intercommunale en op het ontvangen van een afschrift van het document bestaat erin dat eenieder, volgens de voorwaarden bepaald in dit decreet, elk bestuursdocument ter plaatse kan inzien, daaromtrent uitleg kan krijgen en mededeling in afschrift ervan kan ontvangen.

Voor documenten van persoonlijke aard is vereist dat de verzoeker van een belang doet blijken.

**Art. 5.** Inzage, uitleg of mededeling in afschrift van een bestuursdocument geschiedt op aanvraag. De vraag vermeldt duidelijk de betrokken aangelegenheid en, waar mogelijk, de betrokken bestuursdocumenten en wordt schriftelijk gericht aan de raad van bestuur van de intercommunale, ook wanneer deze het document in een archief heeft neergelegd.

Wanneer de vraag om inzage, uitleg of mededeling in afschrift is gericht aan een intercommunale die het bestuursdocument niet onder zich heeft, stelt deze de verzoeker daarvan onverwijld in kennis en deelt hem de benaming en het adres mede van de administratieve overheid die naar haar informatie het document onder zich heeft.

De intercommunale houdt een register bij van de schriftelijke aanvragen, volgens datum van ontvangst.

**Art. 6.** Onverminderd de andere bij de wet of het decreet bepaalde uitzonderingen op gronden die te maken hebben met de uitoefening van de bevoegdheden van de federale overheid, de Gemeenschap of het Gewest, mag de intercommunale een aanvraag om inzage, uitleg of mededeling in afschrift van een bestuursdocument afwijzen in de mate dat de aanvraag :

1° een bestuursdocument betreft waarvan de openbaarmaking, om reden dat het document niet af of onvolledig is, tot misvatting aanleiding kan geven;

2° kennelijk te vaag geformuleerd is;

3° een advies of een mening betreft die uit vrije wil en vertrouwelijk is meegegeeld;

4° kennelijk onredelijk of herhaald is;

5° de veiligheid van de bevolking kennelijk in het gedrang kan brengen.

De raad van bestuur van de intercommunale kan een vraag om openbaarheid afwijzen wanneer hij vaststelt dat het belang van de openbaarheid niet opweegt tegen de bescherming van het financieel of commercieel belang van de intercommunale.

De intercommunale wijst een vraag om inzage, uitleg of mededeling in afschrift van een bestuursdocument af, wanneer de openbaarmaking van het document afbreuk doet :

1° aan de persoonlijke levenssfeer, tenzij de betrokken persoon met de inzage, de uitleg of de mededeling in afschrift heeft ingestemd;

2° aan een bij wet of decreet ingestelde geheimhoudingsverplichting;

3° het uit de aard van de zaak vertrouwelijk karakter van de ondernemings- of fabricagegegevens die aan de intercommunale zijn medegegeeld.

Wanneer met toepassing van de vorige leden een bestuursdocument slechts voor een deel aan de openbaarheid moet of mag worden onttrokken, wordt de inzage, de uitleg of de mededeling in afschrift tot het overige deel beperkt.

De intercommunale die niet onmiddellijk op een aanvraag om openbaarheid kan ingaan of ze afwijst, geeft binnen een termijn van dertig dagen na ontvangst van de aanvraag kennis van de redenen van het uitstel of de afwijzing. In geval van uitstel kan de termijn nooit met meer dan vijftien dagen worden verlengd.

Bij ontstentenis van een kennisgeving binnen de voorgeschreven termijn, wordt de aanvraag geacht te zijn afgewezen.

**Art. 7.** Wanneer een persoon aantoont dat een bestuursdocument van een intercommunale onjuiste of onvolledige gegevens bevat die hem betreffen, is die overheid ertoe gehouden de nodige verbeteringen aan te brengen zonder dat het de betrokkene iets kost. De verbetering geschiedt op schriftelijke aanvraag van de betrokkene, onverminderd de toepassing van een door of krachtens de wet of het decreet voorgeschreven procedure.

De intercommunale die niet onmiddellijk op een aanvraag om verbetering kan ingaan of ze afwijst, geeft binnen zestig dagen na ontvangst van de aanvraag aan de verzoeker kennis van de redenen van het uitstel of de afwijzing. In geval van uitstel kan de termijn niet met meer dan dertig dagen worden verlengd.

Bij ontstentenis van kennisgeving binnen de gestelde termijn, wordt de aanvraag geacht te zijn afgewezen.

Wanneer de vraag is gericht aan een intercommunale die niet bevoegd is om de verbeteringen aan te brengen, stelt deze de verzoeker daarvan onverwijld in kennis en deelt hem de benaming en het adres mee van de overheid die naar haar informatie daartoe bevoegd is.

**Art. 8. § 1.** Wanneer de verzoeker moeilijkheden ondervindt om de raadpleging of de verbetering van een bestuursdocument te verkrijgen op grond van dit decreet, kan hij een verzoek tot heroverweging richten aan de betrokken intercommunale. Terzelfder tijd verzoekt hij de Commissie voor de toegang tot bestuursdocumenten, bedoeld in artikel 8 van het decreet van 30 maart 1995 betreffende de openbaarheid van bestuur in het Waalse Gewest, een advies uit te brengen.

De Commissie brengt haar advies ter kennis van de verzoeker en van de betrokken intercommunale binnen een termijn van dertig dagen na ontvangst van het verzoek. Bij ontstentenis van kennisgeving binnen de voorgeschreven termijn wordt aan het advies voorbijgegaan.

De intercommunale brengt binnen vijftien dagen na ontvangst van het advies of na verloop van de termijn waarbinnen kennis moest worden gegeven van het advies, haar beslissing tot inwilliging of afwijzing van het verzoek tot heroverweging ter kennis van de verzoeker en van de Commissie.

Bij ontstentenis van kennisgeving binnen de voorgeschreven termijn, wordt de intercommunale geacht een beslissing tot afwijzing te hebben genomen.

Tegen deze beslissing kan de verzoeker beroep instellen overeenkomstig de wetten op de Raad van State, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 12 januari 1973. Het beroep bij de Raad van State is in voorkomend geval vergezeld van het advies van de Commissie.

§ 2. De Commissie kan ook door de betrokken intercommunale worden geraadpleegd.

§ 3. De Commissie kan op eigen initiatief adviezen uitbrengen omtrent de algemene toepassing van het decreet betreffende de openbaarheid van bestuur in de Waalse intercommunales. Zij kan aan de Waalse Gewestraad en aan de Waalse Regering voorstellen voorleggen inzake de toepassing en de eventuele herziening van dit decreet.

**Art. 9.** Wanneer de vraag om openbaarheid betrekking heeft op een bestuursdocument waarin een auteursrechtelijk beschermd werk is opgenomen, is de toestemming van de maker of van de persoon aan wie de rechten van deze zijn overgegaan niet vereist om ter plaatse inzake van het document te verlenen of uitleg erover te verstrekken.

Een mededeling in afschrift van een auteursrechtelijk beschermd werk is niet toegestaan dan met voorafgaande toestemming van de maker of van de persoon aan wie de rechten van deze zijn overgegaan.

In ieder geval wijst de overheid op het auteursrechtelijk beschermd karakter van het betrokken werk.

**Art. 10.** De met toepassing van dit decreet verkregen bestuursdocumenten mogen niet verspreid, noch gebruikt worden voor commerciële doeleinden.

Iedere persoon die krachtens dit decreet een document heeft verkregen en die het verspreidt of laat verspreiden of gebruikt of laat gebruiken voor commerciële doeleinden wordt gestraft met een gevangenisstraf van acht dagen tot één jaar en met een geldboete van 26 tot 100 frank of met een één van deze straffen.

**Art. 11.** De bepalingen van dit decreet zijn mede van toepassing op de bestuursdocumenten die door een intercommunale in een archief zijn neergelegd.

De raden van bestuur en de personeelsleden van de intercommunale zijn ertoe gehouden hun medewerking te verlenen aan de toepassing van dit decreet.

**Art. 12.** Voor de afgifte van een afschrift van een bestuursdocument kan een vergoeding worden gevraagd waarvan het bedrag wordt vastgesteld door de raad van bestuur van de intercommunale.

De vergoeding die eventueel wordt gevraagd voor het afschrift, mag in geen geval meer bedragen dan de kostprijs.

#### HOOFDSTUK IV. — *Slotbepalingen*

**Art. 13.** Dit decreet doet geen afbreuk aan de wets- of decreetsbepalingen die in een ruimere openbaarheid van bestuur voorzien.

**Art. 14.** In artikel 8 van het decreet van 30 maart 1995 betreffende de openbaarheid van bestuur in het Waalse Gewest wordt een paragraaf 5 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 5. Elk jaar en uiterlijk tegen 30 juni, bezorgt de Commissie de Waalse Gewestraad een activiteitenverslag dat o.m. betrekking heeft op de algemene toepassing van het decreet van 30 maart 1995 betreffende de openbaarheid van bestuur in het Waalse Gewest en van het decreet betreffende de openbaarheid van bestuur in de Waalse intercommunales. »

**Art. 15.** Dit decreet treedt in werking drie maanden nadat het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 7 maart 2001.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,  
S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,  
J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,  
M. DAERDEN

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,  
M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,  
J. HAPPART

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
Ch. MICHEL

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,  
Th. DETIENNE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,  
Mevr. M. ARENA

(1) *Zitting 2000-2001.*

*Stukken van de Raad.* — 25 (Zitting 1999) Nr. 1 t.e.m. 18.

*Volledig verslag.* — Openbare vergadering van 21 februari 2001. Bespreking. — Stemming.